



Déclaration liminaire de la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Paris CDEN du jeudi 5 février 2026

Monsieur le DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

CFDT Éducation Formation Recherche Publiques de Paris entame cette instance dans un climat de profonde inquiétude. Alors que les équipes pédagogiques parisiennes portent à bout de bras un service public fragilisé par des années de crises successives, les annonces budgétaires pour la rentrée 2026 sonnent comme un désaveu de leur engagement. Nos collègues sont épuisés. La charge de travail, particulièrement pour les directeurs et directrices, reste écrasante, et la reconnaissance de leur investissement semble s'effacer derrière des logiques purement comptables.

L'heure n'est plus aux demi-mesures. L'annonce de la **suppression de 83 postes dans le premier degré** à Paris, sur un total de **210 suppressions pour l'académie**, est un choc brutal.

Pour la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques de Paris, l'argument démographique est un paravent. Nous dénonçons depuis plusieurs années cette politique qui se fonde uniquement sur une approche quantitative et non qualitative. La baisse du nombre d'élèves devrait être le levier d'une amélioration historique des conditions d'apprentissage : baisse des effectifs dans tous les cycles, renforcement du Service de l'école inclusive et amélioration du remplacement. Au lieu de cela, l'Académie choisit la stratégie du "jeu à somme nulle", où chaque priorité nationale est financée par le sacrifice des moyens d'une autre école ou d'un autre cycle. Ce jeu de vases communicants épuise les équipes et déstabilise les écoles.

À cette baisse de moyens s'ajoute une inquiétude majeure sur l'avenir du corps enseignant. Nous déplorons le retard inacceptable pris dans l'annonce et l'organisation des concours de recrutement des futurs professeurs des écoles.

Ce retard est le fruit d'une **défaillance d'anticipation administrative** et non des délais de vote du budget. Il va lourdement perturber les recrutements à venir. Comment attirer des candidats dans un contexte de crise d'attractivité quand l'institution est incapable de fournir un calendrier clair et sécurisant ? Cette désorganisation laisse présager, une fois de plus, un recours massif et précarisé aux contractuels pour pallier les vacances de postes à la rentrée.

L'examen des mesures de sectorisation dans les 11e, 16e et 18e arrondissements confirme nos craintes. La révision de la carte scolaire devient un outil de gestion des crises provoquées par l'Académie :

- Dans le 11e arrondissement, on modifie les secteurs pour traiter la tension née de fermetures passées.
- Dans le 16e arrondissement, on nous présente un "ajustement" technique" qui ne dit pas nom.
- Dans le 18e, on redessine les périmètres pour tenter de sauver des collèges comme Aimé Césaire, sans prendre un compte la mixité sociale.

Monsieur le DASEN, il y a une incohérence flagrante : d'un côté, la Ville modifie la sectorisation pour essayer de rouvrir des classes, et de l'autre, vous supprimez 83 postes de professeurs.

Surtout, **CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Paris** tient à alerter sur le signal envoyé aux familles. En supprimant des postes et en laissant les secteurs dans l'incertitude, vous accélerez la fuite vers l'enseignement privé sous contrat. On ne peut prôner la mixité sociale et dégrader l'offre publique au point que le privé devienne le seul refuge pour garantir la stabilité. Chaque poste supprimé dans le public est une incitation supplémentaire à l'évitement scolaire.

La baisse démographique parisienne devrait être l'opportunité d'une école plus humaine, plus inclusive et plus protectrice pour ses personnels. Au lieu de cela, vous proposez un retrait massif doublé d'une gestion administrative erratique.

CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Paris restera mobilisée aux côtés des collègues pour refuser ces suppressions de postes et cette navigation à vue qui dégradent le service public d'éducation dans la capitale. Elle appelle donc l'ensemble des agents du premier et du second degré à faire grève et à se mobiliser massivement le mardi 10 février à partir de 15h30 Place de la Sorbonne.

Et pour finir, nous vous adressons notre extrême inquiétude sur la situation des écoles Saint-Dominique et Rap, où les personnels sont mis à mal dans un contexte d'une grande confusion. Si bien sûr nos pensées vont aux victimes et à leur famille, les professeurs des écoles ne peuvent en aucun cas être exposés à une mise en cause non fondée. **La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Paris** va maintenir sa vigilance afin que les personnels soient accompagnés et soutenus à la hauteur de la gravité de la situation.

Nous vous remercions de votre attention.